

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières N°25-073

Objet de la consultation :

Travaux de curage, retrait MPCA, démolition du bâtiment
Logements de direction et travaux associés dans le cadre
du projet Nouveau Garches à Ambroise Paré

Procédure adaptée – Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique

Le présent marché est régi par le CCAG Travaux 2021, sauf dispositions contraires stipulées dans le présent CCAP.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 1 sur 28

Sommaire

1.Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1Objet du marché	5
1.2Durée.....	5
1.3Environnement urbain.....	5
1.4Prescriptions relatives à l'hôpital en fonctionnement	6
1.5Représentation des parties.....	6
1.6Les intervenants.....	6
1.7Astreinte	8
1.8Référé préventif	8
1.9Contrôle d'accès	8
1.10Etat et connaissance du site.....	9
1.11Variantes	9
1.12Forme des notifications et informations au titulaire.....	9
1.13Ordre de service	9
1.14Études d'exécution	9
1.15Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	10
1.16Modalités, formats et caractéristiques des documents.....	10
1.17Modification du marché.....	10
1.18Sous-traitance	10
2.Pièces constitutives du marché.....	11
3.Prix – Variation des prix	12
3.1Forme des prix	12
3.2Variation de prix	12
3.3Diminution du montant des travaux.....	13
4.Retenue de garantie	13
5.Avance	13
6.Règlement des comptes.....	14
6.1Demandes de paiement.....	14

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 2 sur 28

6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct ¹⁴	
6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires.....	15
7. Délais d'exécution	15
7.1 Délais d'exécution des travaux.....	15
7.2 Calendrier détaillé d'exécution	15
7.3 Prolongation des délais d'exécution.....	16
8. Pénalités et primes	16
8.1 Pénalités – Dispositions générales	16
8.2 Pénalités de retard.....	16
8.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier	17
8.4 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier	17
8.5 Retenue pour remise tardive des documents conformes à l'exécution.....	17
8.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution.....	17
8.7 Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance.....	17
8.8 Autres pénalités	17
9. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits. 18	
9.1 Provenance des matériaux et produits.....	18
9.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	18
10. Préparation, coordination et exécution des travaux	19
10.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	19
10.2 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés	20
10.3 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé	20
10.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	21
10.5 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	21
10.6 Gestion des déchets de chantier.....	22
11. Développement durable – Dimension environnementale	23
11.1 Conditions d'exécution environnementales.....	23
12. Contrôles, réception et garanties des travaux	23
12.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	23
12.2 Réception	24

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 3 sur 28

12.3Documents fournis après exécution	24
12.4Garantie(s)	24
12.5Assurances	24
12.6Dispositions diverses	26
13.Résiliation – Mesures coercitives	26
13.1Résiliation pour motif d'intérêt général	26
13.2Résiliation pour faute du titulaire	26
14.Dispositions en cas d'intervenants étrangers.....	27
15.Déroptions aux documents généraux.....	27

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 4 sur 28

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

La consultation s'inscrit dans le cadre de l'opération "*Nouveau Garches à Ambroise Paré*". Le premier bâtiment de cette opération, dit bâtiment Bac, viendra en lieu et place d'un bâtiment existant de logements de direction. Des travaux préalables sont donc nécessaires pour curer, désamianter et démolir ce bâtiment ainsi qu'aménager les entrées et sorties de chantier. Ces travaux font l'objet de la présente consultation.

Présentation de l'opération :

Il s'agit de la construction d'un nouvel ensemble hospitalo-universitaire sur le site d'Ambroise Paré permettant d'accueillir les activités de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, dans un objectif de :

- Renforcement de l'accessibilité pour les patients et le personnel ;
- Développement des complémentarités dans l'offre de soins proposée au bénéfice des patients.

Le phasage de l'opération est le suivant :

- **Phase 1** : construction du bâtiment BAC d'une surface de 7700 m² SDO (en cours) qui aura vocation à accueillir provisoirement des activités de l'hôpital en activité pour libérer des surfaces pour les bâtiments suivants,
- **Phase 2** : concours d'architecture pour la suite du projet (3 autres bâtiments intitulés Entrée, Nord et Sud), phase décomposée en 2 étapes opérationnelles :
 - Conception et construction du bâtiment entrée et de l'extension Nord
 - Conception et construction de l'extension sud pour accueillir les filières garchoises.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution des prestations : 9 avenue Charles de Gaulle, 92100 Boulogne-Billancourt, Ile-de-France.

1.2 Durée

Le marché est conclu pour une période d'exécution allant de la date de notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle du marché est de sept mois (deux mois d'études et cinq mois d'exécution) d'octobre 2025 à mai 2026.

Les bons de commandes émis avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables.

1.3 Environnement urbain

Les travaux seront effectués sur le site de l'hôpital Ambroise Paré à Boulogne-Billancourt (92), dans un environnement urbain dense et contraint, qui nécessitent de prendre les meilleures dispositions pour la gestion des flux, emprises chantiers et nuisances environnementales.

Des contraintes spécifiques sont notamment identifiées :

- Le positionnement au sein du site classé du château Rothschild : une coordination sera nécessaire avec les services de l'Etat, notamment l'inspectrice des sites,
- La présence du tunnel de l'autoroute A13 qui sépare le site hospitalier en deux : les plans d'installation de chantier seront validés par les services de la Direction Interdépartemental des

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 5 sur 28

Routes d'Ile de France (DIRIF)

- Le chantier concomitant de raccordement de l'hôpital au réseau de chauffage urbain,

L'entrepreneur est informé qu'il doit prendre en compte les besoins et l'organisation de la Ville pour :

- La coordination du chantier avec l'évaluation des flux générés par le chantier,
- La présentation avant tout dépôt de demande d'emprise sur la voie publique du phasage et l'organisation des emprises chantier sur voiries optimisés au pilote de la Ville
- La communication sur le chantier en cours (sensibilisation des riverains).

1.4 Prescriptions relatives à l'hôpital en fonctionnement

Il est expressément précisé que les travaux seront réalisés au sein d'un hôpital devant rester en fonctionnement 365j/365 et 24h/24.

Aucune coupure d'activité ni perturbation de l'activité hospitalière ne sera acceptée. L'entreprise a l'obligation de mettre en œuvre immédiatement et sur simple demande de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre toute action corrective visant à remédier à une situation venant perturber l'activité hospitalière.

Toutes les mesures nécessaires au maintien en fonctionnement permanent du site sont réputées comprises dans le prix de l'entreprise.

De même, la mise en œuvre de procédés visant à diminuer au maximum les nuisances sonores est réputée comprise dans les prix de l'entreprise.

1.5 Représentation des parties

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

1.6 Les intervenants

1.6.1 Maîtrise d'ouvrage

La conduite de projet est assurée par l'AP-HP :

Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine (DEFIP)

Département Immobilier et Investissements (DII)

Assistance Publique Hôpitaux de Paris 55 boulevard Diderot, CS22305,75610 Paris cedex 12

1.6.2 Maîtrise d'œuvre

Groupement titulaire :

- Groupe 6, Architecte Mandataire.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 6 sur 28

- Artelia, Bureau d'études techniques.

Les fonctions de maître d'œuvre, externes au maître d'ouvrage, sont assurées par Groupe-6.

Le maître d'œuvre est chargé des éléments de mission suivants :

- Des études d'avant-projet sommaire ;
- Des études avant-projet définitif ;
- Des études de projet ;
- De l'assistance pour la passation des marchés publics de travaux ;
- Du visa des études d'exécution réalisées par les entreprises ;
- De la direction de l'exécution des travaux ;
- De l'assistance aux opérations de réception des travaux.

Il est par ailleurs chargé des éléments de mission complémentaires suivants : Synthèse, CSSI, OPC, Signalétique, BIM

1.6.3 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par : SOCOTEC CONSTRUCTION

Chargé d'affaires : Aziz ZIR

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- LE : Solidité des existants
- P1 : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables
- S : Conditions de sécurité des personnes dans les constructions (SH, STI ou SEI)
- F : Fonctionnement des installations
- Av : Stabilité des avoisinants
- Th : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments y compris attestation
- Pha : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments, y compris attestation finale acoustique
- Hand : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées
- GTB : Gestion technique du bâtiment
- ENV : Environnement
- HYSa : Vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé
- CABL : vérification des pré-câblages informatiques et téléphoniques
- VIEL : Vérification initiale des installations électriques et des appareils élévateurs et de levage
- PV : récolements des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur l'ensemble des installations et un avis sur les résultats de ces procès-verbaux
- Prestation spécifique économie circulaire

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 7 sur 28

1.6.4 Prévention des risques

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (pour la conception et la réalisation)

- Coordonnateur principal : Chantal de PRAINGY

1.6.5 Pilotage et coordination

Comme précisé ci-dessus, la mission OPC est confiée au groupement de maîtrise d'œuvre, en l'occurrence ARTELIA.

A ce titre, il procédera au contrôle périodique des calendriers et au pointage des différentes interventions. Il sera également responsable de la gestion des interfaces et de l'ensemble des sujets de coordination qui se présenteront sur le chantier, à l'exception des sujets de coordination interne à l'entrepreneur.

Pilote : Katia MEZHOUD

1.6.6 Assistant à maîtrise d'ouvrage sur le volet Qualité Environnementale

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le volet Qualité environnementale du projet a été confiée à la société ETAMINE.

A ce titre, ETAMINE a rédigé une charte chantier faibles nuisances, jointe au présent DCE que le titulaire devra s'assurer de respecter. L'AMO participera à des points à minima trimestriels avec visite de chantier (et pouvant être mensuel en fonction de l'avancement) avec la MOE pour s'assurer de la qualité des informations communiqués, et de la qualité d'exécution conformément aux objectifs environnementaux, tout au long du chantier.

Il assure également l'accompagnement écologique du projet.

Enfin, il pilote le processus de certification HQE BD, aux différentes phases.

Pilote : Sylvain MALHERBE

1.7 Astreinte

L'entrepreneur devra assurer durant la période de travaux préalables (avant l'arrivée du lot principal de construction du bâtiment) une astreinte 365j/365 et 24h/24. L'entrepreneur devra être en capacité de mobiliser sur un numéro d'astreinte chantier des intervenants joignables, et qui devront avoir le pouvoir d'informer, d'engager et de mobiliser sous quelques heures les moyens nécessaires à la résolution des problèmes intervenant à tout moment, problèmes liés à ses ouvrages ou aux mesures d'organisation de chantier dont il a la charge (palissades de chantier...).

1.8 Référé préventif

Il est précisé qu'un référé préventif portant sur les immeubles et voiries avoisinants sera réalisé avant le démarrage du chantier. Ce référé portera également sur les sous-sols avoisinants. Il fera foi en cas de réclamation de tiers ou de l'AP-HP.

1.9 Contrôle d'accès

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 8 sur 28

Le chantier sera muni d'un contrôle d'accès nominatif, mis en œuvre par l'entrepreneur. Ce contrôle d'accès s'applique à tous les intervenants du chantier ainsi qu'à leurs sous-traitants de tout rang. Il s'applique quel que soit le statut des intervenants (CDI, CDD, intérimaire...). L'entrepreneur a responsabilité de faire porter à ses intervenants un badge nominatif, personnel et incessible, délivré par le gestionnaire du contrôle d'accès après prise en compte de la carte BTP ou de la CNI de la personne à agréer.

1.10 Etat et connaissance du site

Le titulaire est réputé s'être rendu sur le site pour mesurer :

- L'importance et la nature des travaux à effectuer ;
- Toutes les difficultés d'exécution ;
- L'état du site et de sa sécurisation ;

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, bâtiments existants, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

1.11 Variantes

Il n'est pas prévu de variantes.

1.12 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Il est prévu une prestation supplémentaire éventuelle relative à la dépose de réseaux enterrés conduit en amiante-ciment (cf. art. 3.1.2 du CCTP - y compris métrologie, déchets, moyens de décontamination). Cette PSE obligatoire est acceptée ou refusée à notification du présent marché : l'Acte d'Engagement précise la décision prise par le RPA.

1.13 Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

1.14 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 9 sur 28

1.15 Études d'exécution

Les études d'exécutions des ouvrages seront exécutées par l'entrepreneur ; elles seront visées par le maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

L'Entrepreneur doit toutes les études d'exécution nécessaires à l'accomplissement de son Marché.

Notamment :

- Pour le retrait MPCA : les plans de confinement, implantation et dimensions cotées du tunnel d'accès, les schémas de principe des installations électriques de chantier, dimensionnements et emplacements des entrées d'air, ...

1.16 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

1.17 Modalités, formats et caractéristiques des documents

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

1.18 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

1.19 Sous-traitance

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra présenter un dossier de demande d'agrément de sous-traitance complet et conforme pour faire valider la sous-traitance et ce au plus tard 1 mois avant le démarrage prévisionnel des travaux concernés par la sous-traitance.

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 10 sur 28

En application des articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire devra faire valider dans un premier temps son sous-traitant par la MOE agréer son sous-traitant par la Maitrise d'ouvrage. Pour se faire il transmettra dans un premier temps à la Maitrise d'œuvre puis à la Maitrise d'ouvrage ce, pour chaque sous-traitant, les documents suivants :

Le dossier de demande d'agrément de sous-traitant nécessaire pour toute validation de sous-traitant est le suivant :

L'acte spécial : (DC4) selon modèle fourni par la MOA dûment complété et signé accompagné des pièces justificatives obligatoire suivantes :

- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF/articles CCTP et indications de la zone d'intervention ;
- Attestation sur l'honneur du titulaire concernant la cession et/ou le nantissement (aucune créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant)
- NOT12 ou impôt et URSSAF du sous-traitant
- Kbis sous-traitant (moins de 3 mois)
- Relevé d'identité bancaire ou postal original (obligatoire en cas de paiement direct) au nom du titulaire
- En cas d'affacturage (1) : transmettre un courrier attestant de la créance à la société d'affacturage (date, signature, N°SIREN) avec les coordonnées bancaires de cette dernière
- Attestation d'assurance récente garantissant la responsabilité du sous-traitant à l'égard des tiers
- Pour le cas du recours à des personnels détachés, copie de cette déclaration dûment signée et la preuve de son envoi à la DIRECCTE
- Caution bancaire du sous-traitant de 1er rang dans le cas d'un sous-traitant de second rang
- Liste des références du sous-traitant en rapport avec l'objet sous-traité sur les 5 dernières années avec montant
- Qualifications
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant (DC2) intégrant une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue à l'article L143-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'URSSAF ;
- Autres : Congés payés/attestation sur l'honneur/Liste du personnel
- En cas de signature électronique : Certificat d'authenticité

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission du DC4 signé par l'AP-HP autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant sur site. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues au présent CCAP.

Dès la signature de l'acte de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement, précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre.

2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 11 sur 28

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- La décomposition du prix global forfaitaire.

3. Prix – Variation des prix

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. Les prix tiennent notamment comme incluses :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses et marge visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

3.1 Forme des prix

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire.

3.2 Variation de prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n/I_0)$$

Dans laquelle 0,15 = partie fixe

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 12 sur 28

In = Valeur de l'index (ou indice) de référence au mois « n » de l'acompte.

Io = Valeur de l'index (ou indice) de référence au mois M0 défini à l'acte d'engagement.

L'index de référence choisi pour la révision des prix des travaux est le suivant :

Index BT 01 du mois M0 fixé dans l'acte d'engagement du marché publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports et au Moniteur des travaux publics pour l'index B.T.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est à apprécier au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à 1 mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.3 Diminution du montant des travaux

En cas de diminution du montant des travaux par rapport au montant contractuel, il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux.

4. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

5.1.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

5.1.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 13 sur 28

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

6. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage a souscrit l'accès à un applicatif de gestion des états d'acompte, le logiciel EDIFLEX de la société Epicure qui permet l'établissement, la transmission des projets de décomptes périodiques et leur validation par le maître d'ouvrage. Dans ce cadre, le titulaire devra renseigner le marché dans le logiciel et établir ses projets de décompte dans le logiciel.

Le dépôt dans EDIFLEX ne dispense pas le titulaire du marché d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 26750045200011.

Les états d'acompte intégreront les factures visées pour le paiement des sous-traitants.

6.1 Demandes de paiement

6.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

6.1.2 Demande de paiement finale

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

A noter, que s'il est fait application des stipulations des articles 41.4, 41.5 ou 41.7 du CCAG Travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution concluante des épreuves ou l'exécution des travaux visés à ces articles est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus

6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les membres du groupement ou sous-traitants payés

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 14 sur 28

directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 50 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

7. Délais d'exécution

7.1 Délais d'exécution des travaux

Ils sont décomptés conformément à l'article 18 du CCAG.

Les stipulations correspondantes figurent :

- Dans l'acte d'engagement, pour le délai global des travaux qui comprend les périodes de préparation et congés payés et court à compter de la date indiquée sur l'ordre de service de début d'exécution.
- Dans l'annexe au présent CCAP : calendrier général des études et travaux

Dans ce délai global sont compris la ou les périodes de préparation, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage pour l'exécution des travaux.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales, et que l'intervention de l'entreprise doit être prévue en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre forfaitaire du marché.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 15 sur 28

7.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux sera arrêté pendant la période de préparation du chantier. Sa durée ne pourra excéder celle du calendrier général joint à la présente consultation, dans les conditions de l'article 18 du CCAG Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître :

- D'une part :
 - Les délais d'études, de synthèse et d'approbation des plans,
 - Les dates de fourniture de documents d'études tels que : PRMA, CAP, BSDA, mode opératoire de déconstruction
- D'autre part, en liaison avec le document cité ci-dessus :
 - Les tâches d'exécution détaillées de chaque corps d'état seront décomposées en sous-tâches détaillées d'une durée d'une semaine maximum
 - La liaison des tâches entre elles (enchaînement), le chemin critique sera détaillé et représenté graphiquement (liaisons et durées),
 - Les essais, tests, mises en route des installations,
 - Les opérations préalables à la réception,
 - Les marges libres entre les tâches.

Ce calendrier devra respecter les jalons fixés dans le calendrier général des études et travaux. Ce calendrier détaillé d'exécution proposé par l'entrepreneur, doit être remis au maître d'œuvre sous un délai de vingt jours calendaires à compter de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Après élaboration par l'entrepreneur, le calendrier détaillé d'exécution est validé ou corrigé par la maîtrise d'œuvre et/ou l'OPC et soumis à l'approbation de la MOA dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation. Il est ensuite visé par le Maître d'œuvre qui le notifie à l'entrepreneur par ordre de service.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le MOE peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution.

L'entreprise est tenue de se conformer aux calendriers détaillés d'exécution qui lui sont notifiés.

7.3 Prolongation des délais d'exécution

Dans le cas :

- D'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- D'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- De la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- D'un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- D'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Il n'est pas prévu de dispositions relatives à la prolongation des délais pour intempéries.

8. Pénalités et primes

8.1 Pénalités – Dispositions générales

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 16 sur 28

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

8.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € TTC pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Conformément aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3000 hors taxes de l'ensemble du montant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il doit alors en informer par écrit le titulaire, lui laissant quinze jours pour répondre. Si le titulaire ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

8.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 250 €.

8.4 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier

En cas de retard dans les opérations de repliement de chantier, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure, dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC.

8.5 Retenue pour remise tardive des documents conformes à l'exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution par le titulaire, visés à l'article *Documents fournis après exécution* du présent document, une retenue provisoire sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 500 €.

8.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents constitutifs du dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera appliquée. Elle est de 500 €.

En cas de retard dans la transmission des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), une pénalité de 250 € sera également appliquée.

8.7 Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article *Assurance de responsabilité civile* ci-dessous, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité de retard égale à 500 euros par jour de retard.

8.8 Autres pénalités

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 17 sur 28

- Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne, par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée : €. 200,00 HT net de taxes à déduire sur le montant total TTC,
- Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation, pour chaque infraction constatée et par jour calendaire (en sus des amendes légales auxquelles l'entrepreneur s'expose en ne respectant pas la réglementation) : €. 300,00 net de taxes à déduire sur le montant total TTC,
- Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites, pour jour calendaire et infraction constatée : €. 300,00 TTC
- Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier ou non entretien des protections de chantier, par jour calendaire : €. 500,00 net de taxes à déduire sur le montant total TTC
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier, par jour calendaire : 150,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC
- Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets, par document : 2500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC
- Non-respect du tri des déchets : absence ou erreurs de tri conduisant à un nombre important de bennes à déchets déclassées, recours à un collecteur de déchets non validé ou non conforme aux exigences de la charte chantier à faibles nuisances, par infraction : 1000 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC
- Non atteinte du pourcentage de valorisation visé : 5 000 € TTC

9. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

9.1 Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG.

L'entrepreneur adresse au Maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle notoirement connu proposé par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 18 sur 28

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

10. Préparation, coordination et exécution des travaux

10.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Sa durée est de 2 mois à compter de la notification du marché.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- **Sous 10 jours calendaires :**
 - Etablissement et remise au maître d'œuvre de tous les documents liés aux opérations de dépollution :
 - Plan de retrait des matériaux amiantés
 - Certificats d'acceptation préalable
 - Bordereaux de suivi de déchets amiantés et déchets dangereux (BSDA, BSDD)
- **Sous 20 jours calendaires :**
 - Établissement avant et après travaux des constats contradictoires de l'état des lieux d'exécution des environnements, des lieux d'implantations de chantier, des accès de chantier. Ces constats, établis à l'initiative et à la charge de l'entrepreneur, dressés par un homme de loi assermenté, sont fournis à titre gracieux en un exemplaire au Maître de l'Ouvrage, au Maître d'œuvre, et au bureau de contrôle,
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du CCAG. Le programme fera apparaître les moyens en hommes et en matériel que l'entrepreneur prévoit de mettre en place, les origines des fournitures, les moyens de manutention et de levage,
 - Note de méthodologie décrivant le mode d'exécution des ouvrages, les hypothèses de calcul, la liste prévisionnelle des plans d'exécution, le mémoire technique de démolition,
 - Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, d'atelier et de chantier, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG et suivant le planning de production élaboré par le MOE,
 - Établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S.
 - Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans les délais réglementaires à compter du début de la période de préparation,
 - Exécution des travaux préparatoires (voiries, réseaux, dévoiement de réseaux, évacuations, clôtures, signalisation, nettoyage des emprises) et installation du chantier nécessaires au démarrage des travaux,
 - Présentation au Maître de l'Ouvrage des attestations d'assurances objet de l'article 12.5 ci-

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 19 sur 28

après, et autres documents nécessaires au démarrage du chantier,

- Transmission des entreprises à la maîtrise d'œuvre :
 - Calendrier d'établissement et de production de plans et documents,
 - Calendrier de présentation d'échantillons,
 - Calendrier des travaux préparatoires,
 - Les tâches d'exécution détaillées de chaque corps d'état seront décomposées en sous-tâches détaillées d'une durée d'une semaine maximum,
 - La liaison des tâches entre elles (enchaînement), le chemin critique sera détaillée et représenté graphiquement (liaisons et durées)
 - Les essais, tests, mises en route des installations
 - Réalisation du panneau de chantier à faire valider par la MOE et la MOA
 - Réalisation des DICT
 - Elaboration du Plan d'Installation de Chantier définitif
 - Demandes de branchement et de raccordement pour les installations de chantier
 - Planning de désignation des sous-traitants et liste des travaux sous-traités
 - Etablissement de la liste des plans d'EXE
- Par les soins du titulaire :
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 10 jours à compter du début de cette période.
 - Établissement des Déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) et le cas échéant établissement des relances selon les prescriptions du Code de l'environnement.
- En cas de retard dans le démarrage des travaux ou dans l'exécution de ceux-ci dû à un défaut de réception suite à relances fondées, le titulaire ne subira pas de préjudice sous réserve que ce dernier apporte la preuve que les prescriptions du code visé ci-dessus ont bien été respectées.
- Dans ce cas, le titulaire pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par ce retard sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article *Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages*, des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux.
 - Exécution des Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD).

10.2 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

10.3 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 20 sur 28

pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

10.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

10.4.1 Installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées et maintenues pour toute la durée de la phase de travaux préalables. Elles doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des ouvriers.

Les dimensions, équipements et agencements des locaux doivent avoir reçu l'agrément du CSPS et des utilisateurs avant leur installation.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Tous les bureaux et équipements de chantier seront couverts contre les risques habituels (incendie, dégâts des eaux, vols, explosions, etc.), le risque d'arrêt de chantier ou de retard qui résulterait de la disparition des documents stockés dans ces locaux, les pertes d'exploitation subies par les utilisateurs dans les conditions définies au chapitre « Assurances » ci-après.

10.4.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque membre du groupement s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

- Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10.5 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 21 sur 28

10.5.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

10.5.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

10.5.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

10.5.4 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS : de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

10.5.5 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code de la commande publique.

10.5.6 Plan de prévention

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 22 sur 28

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail.

10.6 Gestion des déchets de chantier

10.6.1 Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

10.6.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'ouvrage et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

11. Développement durable – Dimension environnementale

11.1 Conditions d'exécution environnementales

Les conditions d'exécution à caractère environnemental sont décrites au CCTP.

En application de l'article 20.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect des obligations définies ci-dessus, le titulaire se verra appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000 € TTC.

12. Contrôles, réception et garanties des travaux

12.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 23 sur 28

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article *Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits* relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires si les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge du titulaire ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

12.2 Réception

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux sont seules applicables.

12.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des éléments constitutifs des dossiers des ouvrages exécutés (DOE). La remise des documents est à réaliser à la date de demande de réception par le titulaire.

Le contenu du dossier est défini dans le CCTP.

Les DOE comportent outre les plans, notes de calculs, schémas, procès-verbaux de toute nature, certificats attestant la conformité aux normes des équipements et installations, tous dossiers techniques et également un dossier administratifs constitué des attestations d'assurance, des agréments de sous-traitance, du listing exhaustif des matériaux et matériels mis en place.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les documents nécessaires à l'établissement du DIUO qui devront être fournis sont les suivants :

L'ensemble des documents sont à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution*.

Les documents doivent être remis sous un format numérique.

12.4 Garantie(s)

Le délai de garantie est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

12.5 Assurances

12.5.1 Généralités

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur (titulaire unique, co-traitant, sous-traitant désigné avant la conclusion du marché) – ou dans les quinze (15) jours suivant sa désignation, l'entrepreneur sous-traitant désigné en cours de marché – doit justifier qu'il est titulaire des assurances en état de validité énumérées ci-après. Il doit les présenter à chaque début d'année civile au cours de l'opération de travaux jusqu'à la réception.

Chaque Entrepreneur est tenu de présenter dans ces délais, les attestations des compagnies d'assurances solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 24 sur 28

La non-présentation des certificats d'assurances conformes, y compris décennale, est une clause de résiliation du marché.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer à l'entreprise, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de sa garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

12.5.2 Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle, et après réception)

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, de la signature du marché, puis en cours d'exécution des travaux si le chantier dure plus d'une année civile qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus le 15 janvier de la nouvelle année civile.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article *Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance*.

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 000 000 € par année d'assurance.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

12.5.3 Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leur sous-traitant, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

12.5.4 Assurance des travaux

Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 25 sur 28

Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

L'architecte et les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

12.6 Dispositions diverses

Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées à l'article *Assurance des travaux* ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Sinistres :

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

13. Résiliation – Mesures coercitives

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 26 sur 28

des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

13.2 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le membre du groupement dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

14. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 27 sur 28

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

15. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 12.2.2 par l'article *Demande de paiement d'acomptes*
- À l'article 19.2.1 par l'article *Pénalités de retard*
- À l'article 28.5 par l'article *Registre de chantier*
- À l'article 40 par l'article *Documents fournis après exécution*
- À l'article 50.3 par l'article *Résiliation pour faute du titulaire*

AP-HP	Consultation n°25-073	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du :11/7/25	Page 28 sur 28